

L'ajournement

1987. Au moment où d'immenses pressions sont exercées tant sur les budgets des sociétés que sur ceux des gouvernements, cette augmentation ne sert qu'à souligner l'importance que le gouvernement et l'industrie placent sur la recherche et le développement en tant qu'outils de croissance économique.

Effectivement, le ratio dépenses intérieures brutes en recherche et développement par rapport au produit intérieur brut a baissé en 1986, mais seulement d'un montant qui n'est pas important sur le plan statistique. Ce qui importe c'est la croissance économique favorisée par les politiques et notre gouvernement qui a réussi à refréner l'inflation, à faire baisser les taux d'intérêt et à réduire le déficit massif que nos prédécesseurs nous avaient laissé, à devancer la croissance des budgets en recherche et développement. Cela me prouve que l'accent que nous plaçons sur la recherche et le développement en tant qu'outils de croissance économique est justifié.

Je demanderais au député de se rappeler que les dépenses intérieures brutes en recherche et en développement et le ratio de produit intérieur brut ne sont que des statistiques et qu'ils ne doivent être interprétés que comme indicateurs de rendement. Nous ne pouvons en utilisant ces indicateurs de rendement faire des comparaisons directes de notre rendement au chapitre de la R & D comparativement à d'autres pays de l'OCDE. Aucun autre pays de l'OCDE, sauf peut-être l'Australie, n'a une combinaison de matières premières et de secteurs manufacturiers semblables à la nôtre, un fort pourcentage de sa capacité industrielle appartenant à des intérêts étrangers et en engagement en recherche et en développement en défense relativement faible.

Nous effectuons pourtant de la recherche de catégorie internationale. En réorganisant et en concentrant nos ressources, nous permettrons à nos chercheurs de répéter les succès du Dr Polanyi, de Bell Northern et de Mitel et de tous ceux qui ont contribué à la mise au point du bras canadien. Nous avons une politique nationale de sciences et technologie acceptée par toutes les provinces, un groupe de conseillers en sciences et technologie soigneusement sélectionné, un conseil consultatif national en matière de sciences et technologie. Nous avons aussi un programme spatial, un programme de microélectronique où nous avons mis 90 millions à la disposition des industries qui veulent en faire. Nous avons appuyé l'Institut canadien des recherches avancées.

Enfin, nous avons lancé Innovaction, un programme grâce auquel tous les Canadiens connaîtront l'importance des sciences et de la technologie dans leur vie. Comme l'a déclaré le Conseil économique du Canada dans son rapport intitulé «Le recentrage technologique» publié en juin dernier, tous les Canadiens devraient accueillir ouvertement les nouvelles technologies et comprendre qu'il n'y a pas de solution de rechange. Notre gouvernement a fait des sciences et de la technologie sa priorité et continuera de le faire.

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES—LE SALVADOR—LA DÉCOUVERTE
DU CORPS DÉCAPITÉ D'UN REPRÉSENTANT DES OUVRIERS
AGRICILES/L'AIDE CANADIENNE AU SALVADOR

M. Dan Heap (Spadina): Madame la Présidente, le 29 mai, j'ai posé au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M.

Clark) une question concernant le Salvador. Ma question était la suivante: «Le ministre peut-il dire au président...» celui du Salvador, «que lorsque le Canada avait décidé d'accorder cette aide, il s'attendait à ce que le président soit disposé et soit capable d'enrayer de telles atteintes aux droits de l'homme...» et je faisais allusion au récent assassinat d'un autre dirigeant syndical tué par les escadrons de la mort au Salvador, «... et que s'il veut continuer à recevoir de l'argent, il doit réaliser certains progrès dans ce domaine?»

● (1810)

Le ministre a répondu ceci:

Je ne tiens pas à faire des commentaires d'ordre général qui risquent d'envenimer la situation. Je vérifierai les informations que le député m'a communiquées, et je prendrai éventuellement les mesures qui s'imposent.

Le ministre n'a pas protesté auprès du gouvernement du Salvador au sujet de l'assassinat des dirigeants syndicaux comme je l'avais demandé dans ma première question. Il n'a pas répondu à ma deuxième question comme il avait promis de le faire après l'avoir examinée. Il s'est contenté d'annoncer, au début de l'année, le renouvellement de l'aide bilatérale au gouvernement Duarte.

Un article du *Globe and Mail* décrit l'inutilité de l'aide contrôlée par un gouvernement lui-même contrôlé par une armée meurtrière ou fasciste. Voici ce qu'on peut lire dans un article du *Globe and Mail* du 27 octobre sur le meurtre de Herbert Anaya, le président de la Commission des droits de l'homme du Salvador, tué devant sa famille alors qu'il se préparait à amener deux de ses six enfants à l'école:

Ce meurtre semble s'inscrire dans la recrudescence récente des assassinats commis par les escadrons de la mort et des disparitions apparemment reliées, selon les analystes, à la montée des protestations contre le gouvernement et contre l'armée.

Il mentionne l'amnistie scandaleuse que le gouvernement a offerte à ces meurtriers, c'est-à-dire aux assassins des escadrons de la mort. A propos de cette amnistie, l'article ajoute ceci:

Le gouvernement pardonne tous les crimes politiques, y compris les 50 000 assassinats politiques commis au cours des sept dernières années. La plupart d'entre eux ont été perpétrés par des escadrons de la mort reliés à l'armée et aux forces de sécurité.

Le ministre a tort de déclarer le Salvador un pays démocratique alors qu'il est sous le contrôle d'une armée fasciste et que cette armée ne tient aucun compte de l'ordre de cessez-le-feu du président du Salvador. Elle se moque totalement de lui.

Il a également eu tort d'accorder de l'aide au gouvernement Duarte. Le ministre prétend qu'il accorde cette aide non pas au gouvernement, mais aux pauvres, ce qui est faux. Le gouvernement Duarte contrôle la distribution de l'aide canadienne par l'entremise de son ministre de la Planification. Je l'ai appris par le vice-ministre du Plan qui m'a expliqué que la liste devrait être vérifiée au préalable avant d'être présentée au ministre pour éviter le cas embarrassant de la présence d'un nom que le ministre n'aimerait pas y voir figurer.

Nous avons maintenant ce que le *Globe and Mail* appelle avec raison «la sale guerre» au Salvador et «la sale guerre» au Guatemala. Par exemple, l'éditorial du 28 octobre de ce quotidien dit ceci: